

CSAR DU 5 MARS 2024

DÉCLARATION LIMINAIRE



Madame la Présidente,

Alors que vous prenez officiellement vos fonctions, **il y aurait tant à vous dire**. A commencer par le fait que vous êtes bien la nouvelle Directrice Générale des Finances Publiques et que vous n'arrivez pas, comme le présente la presse, « aux impôts ».

Cela suffirait presque à souligner l'ampleur de la tâche.

En préparant cette déclaration liminaire, j'ai songé aux propos d'André GIDE : « **toutes choses sont dites déjà mais comme personne n'écoute, il faut sans cesse recommencer** ».

Alors en m'excusant par avance auprès de ceux qui ont l'habitude, sinon la lassitude, de m'entendre, dans cette salle et ailleurs, je vais néanmoins, une fois encore recommencer, avec le sentiment que je n'apprendrai pas grande chose à l'observatrice avisée que vous êtes.

Madame, vous arrivez à la tête d'**une administration d'exception**, sans aller jusqu'à l'administration d'élite saluée, dans un moment d'égarement sans doute, par un ministre de tutelle, **forte de l'engagement profond et**

permanent, de l'investissement quotidien et de l'indéfectible attachement au service public de ses plus de 90 000 agents qui lui permettent de relever depuis des décennies tous les défis à laquelle on l'expose avec **des moyens qu'on s'obstine à lui refuser. Et c'est là son unique et irremplaçable richesse**.

L'actuel Premier Ministre avait même été jusqu'à rappeler le sens profond de sa mission : être **l'administration qui permet à toutes les autres de fonctionner et aux politiques publiques de se déployer**.

Chaque crise a été l'occasion d'en offrir une nouvelle illustration, quelles que soient les **missions** considérées, qui **toutes concourent à une cohésion sociale déjà bien malmenée**.

Et pourtant ! Avec le quart de ses effectifs et la moitié de ses implantations supprimés, le sort réservé à notre administration est sans équivalent dans la sphère publique.

Et nous **recherchions en vain un équivalent dans le secteur privé et devrions nous résoudre à dénommer cela comme un plan de sauvegarde auquel ne manque que les licenciements secs**. A entendre certaines interventions médiatiques récentes cela pour-

rait peut-être venir.

Si la suppression d'emplois était une discipline olympique, nous serions assurément notre meilleure chance de médaille et en sommes depuis longtemps déjà fournisseur officiel.

Il y a bien une **dette en emplois**.

Et au nom d'une exemplarité que plus personne ne suit, **depuis des décennies, ce ne sont que réformes incessantes, fusions, restructurations, concentrations, externalisations, délocalisations auxquelles chaque fois les agents sont sommés de s'adapter, chacune d'entre elles gageant de nouvelles suppressions d'emplois. Il paraît que c'est moderne.** Celles-ci nous sont vendues de surcroît avec un argument aussi inadmissible qu'injurieux : la professionnalisation !

On annonce renforcer la lutte contre la fraude fiscale sans s'en donner véritablement les moyens et sans tirer toutes les conséquences du basculement dans la «compliance», ni corriger les **effets indubitablement limitants de la loi Essoc** préférant concentrer les efforts sur une fraude sociale sinon négligeable du moins aux enjeux sans commune mesure.

Comme si cela ne suffisait pas, on nous confie de **nouvelles missions en se gardant bien de transférer les emplois correspondants** qu'on aura néanmoins pris la précaution de supprimer dans les administrations d'origine.

L'ordre du jour de ce CSAR en constitue d'ailleurs une **parlante illustration**. Il faut **sans cesse s'adapter aux moyens qu'on nous refuse**. Mais nous y reviendrons en abordant les différents points.

Même la **dette informatique**, après des années de sous-investissement chronique a mis plus de dix ans à être enfin reconnue par la

Cour des Comptes. **comme si l'on pouvait être une administration numérique de référence sans informaticiens ni moyen informatique, comme si l'on pouvait durablement afficher les ambitions des Etats-Unis avec les moyens du Bangladesh.**

Et pourtant on continue de penser qu'on peut, au fond, **imaginer une administration sans agent comme d'autres en leur temps imaginaient**, avec le succès que l'on sait, **une industrie sans usine.**

L'outil pourvoira à tout dans une effrayante technophilie qui semble s'être emparée de la société tout entière **ne laissant subsister que quelques « jetons d'humanité »** comme disent les spécialistes de l'intelligence artificielle. On sait pourtant depuis longtemps que l'outil doit prolonger la main, pas la remplacer et que c'est à cette condition qu'il est utile.

Même ces **nouvelles technologies** qui offrent d'intéressantes capacités de «réarmement» **ne sont utilisées que pour faire plus vite et moins cher ce que nous faisons déjà.** Dans un renversement impensable, elles contribuent à un appauvrissement de tâches quand elles promettaient de nous libérer de tâches secondaires, pénibles ou sans plus-value.

En dépit d'un courageux, inédit mais tardif mea culpa, **GMBI restera comme un traumatisme et le précipité de tout ce qu'il ne fallait pas faire.** L'été 2023 a lourdement entamé la motivation des agents, affaibli le consentement à l'impôt et durablement écorné le crédit de notre administration.

Les agents ont failli s'étouffer d'entendre le **Président de la République** évoquer la re-création de trésoreries lors de sa **conférence de presse du 16 janvier**. Le **NRP a marqué une contraction sans précédent du réseau de proximité et laisse les structures subsistantes durablement déstabilisées.** Les élus ruraux, si l'on en croit la Cour des

Comptes, considèrent maintenant qu'il a participé, comme nous le dénonçons toujours, à une **désertification en privant au passage la DGFIP d'un de ses atouts principaux : la proximité.**

Madame la présidente, **les agents des finances publiques en ont définitivement marre d'être exemplaires et de se voir offrir chaque année un rabot tout neuf.**

La DGFIP est bien davantage qu'une suite de processus qu'on pourrait éternellement rationaliser.

Elle n'est pas un réveil qu'on pourrait démonter sur la table, supprimer quelques engrenages et le remonter en se rassurant qu'il donne encore l'heure exacte deux fois par jour.

Elle est **bien davantage qu'un réservoir d'inépuisables économies avec une minuscule. Elle est un Service Public avec des majuscules.**

Nous sommes ainsi quelques-uns à avoir fait toute notre carrière sous le signe de l'austérité sans qu'à aucun moment cela ne fasse taire la dénonciation ad nauseam du **coût d'État permanent.**

Il n'aura d'ailleurs pas fallu attendre bien longtemps pour comprendre la différence entre le Contrat d'Objectif et de Moyen et le Cadre du même nom : **le retour de la régulation budgétaire par décret.** Il faudra d'ailleurs nous en préciser les conséquences pratiques pour la DGFIP et ses agents.

Désormais le malaise est sous vos yeux, palpable, tangible et même un thermomètre si imparfait que l'observatoire interne trahit la **perte de sens, l'absence de perspectives et les inquiétudes des personnels de tout grade, de l'agent technique aux cadres supérieurs.**

Tous réclament de la reconnaissance qui ne se limite plus aux discours ou aux remerciements. Tous vous disent leur lassitude, leur fatigue.

Et dans ce contexte se déploie, loin du management bienveillant professé, un **management sans ménagement** qui entretient les tensions quand il faudrait les apaiser. Cette réapparition d'un **caporalisme d'un autre âge** est également un symptôme.

Et il faudrait encore s'interroger sur l'origine de difficultés d'attractivité ?

Il y a **pourtant tant de talents à repérer, à cultiver, à encourager, tant d'énergies à entretenir et à libérer plutôt qu'à décourager.**

Ce n'est pas le lieu de refaire ici le débat sur la valeur du point d'indice, les pertes de pouvoir d'achat, l'inflation, le tassement des grilles et les salaires qui progressent deux fois moins vite que dans le secteur privé.

Les agents, y compris ceux de la DGFIP, auront l'occasion de dire ce qu'ils en pensent le 19 mars prochain.

Et **l'augmentation de la place du mérite annoncé** dans le projet de loi fonction publique n'est qu'**une nouvelle manière, en période de forte inflation, de mettre du leurre dans les épinards.**

Il y a bien une **dette indiciaire.**

Notre **régime indemnitaire n'a pas évolué depuis dix ans** et nous défendons une augmentation substantielle et pérenne pour tous.

Nous continuons de revendiquer **que les négociations en cours débouchent sur des mesures qui constituent une véritable reconnaissance de l'engagement de l'ensemble des agents de la DGFIP** sans pouvoir nous départir de la désagréable sensation que

lorsqu'il s'agit de demander aux agents des sacrifices, il n'y a pas de limite alors que quand il est question de reconnaître leur dévouement, il n'y a pas de crédits !

Il y a bien une **dette indemnitaire**.

Et **la reconnaissance se mesure parfois à des dispositions qui ne coûtent rien où pas grand-chose**. Le refus persistant d'accorder le **pont naturel du 10 mai** reste incompréhensible.

Et puisque qu'on ne me répond pas par écrit, je renouvelle ma demande de voir accorder à tous le bénéfice de ce pont naturel en renonçant à fabriquer **100% de décrocheurs pour 1% de décrochés**.

Nous restons enfin porteurs de **l'enjeu central de la sécurité** parce que nous nous souvenons que **les circonstances nous rappellent périodiquement que l'exercice des missions, parce que nos agents incarnent l'État, est de plus en plus souvent dangereux et parfois mortel**.

Nous nous félicitons des quelques avancées obtenues grâce à un portage politique fort et un dialogue constructif mais parvenons difficilement à réprimer une **impatience à voir se traduire concrètement cette préoccupation dans le quotidien des agents**. Espérons que le prochain comité de suivi sera davantage que le comité suivant.

Alors, madame la présidente, puisque que le Premier Ministre nous invite parait-il à l'audace, vous voudrez bien excuser celle qui va suivre.

Votre **nomination à la tête de notre direction est historique**, et un symbole prometteur à quelques jours du 8 mars, **même si ce sujet comme sur les autres, nous ne nous contenterons pas de symboles**.

Soyez, Madame, la Directrice Générale que les agents attendent.

Soyez celle qui les défendra, qui les valorisera, qui les rassurera.

Soyez celle qui leur rendra les moyens et la fierté d'exercer quotidiennement leurs missions de service public.

Il n'est pas de tâche plus urgente.

Emploi, rémunération, sécurité, impact de l'intelligence artificielle sur l'exercice des missions, contrôle fiscal. Ce n'est pas tout à fait un hasard si nous avons souhaité recentrer un dialogue social rénové sur ces priorités.

Madame la Présidente, puisque j'ai commencé mon propos avec André GIDE, je voudrais le terminer en concluant avec lui : **« Quand les gens intelligents se piquent de ne pas comprendre, il est constant qu'ils y réussissent mieux que les sots »**.



**C'EST
POUR VOUS
QU'ON SE BAT !**